

■■■ dit vouloir « briser un tabou ». « Il nous est arrivé de faire des signalements, mais, pour attirer l'attention du chef, il a fallu attendre le délit ou la faute professionnelle. »

Faute de doctrine concrète, l'encadrement bricole. « On éloigne les agents suspects de la population pénale, on évite de les mettre en responsabilité tout en restant dans le non-dit. » Pour ce syndicaliste de la pénitentiaire, la peur de l'anathème, d'un procès en « islamophobie » limite les signalements. « Il va falloir dépassionner les débats et se parler sérieusement, milite-t-il. Les cas de surveillants qui refusent de serrer la main aux femmes ou qui lisent le Coran au mirador ne sont pas rares. Certains réseaux radicaux rêvent de développer une forme d'entrisme au niveau de l'administration. » Des situations inquiètent, comme cet agent pénitentiaire identifié comme appartenant à la mouvance tabligh, aujourd'hui premier surveillant dans un établissement pénitentiaire et disposant d'un accès à l'ensemble des coordonnées des personnels de son établissement...

**Surveillant de prison.** « Ce que nous redoutons le plus, c'est qu'un surveillant radicalisé puisse aider un détenu à commettre une attaque de plus grande envergure », souligne Emmanuel Baudin, secrétaire général du syndicat FO Pénitentiaire (majoritaire). Délégué régional FO à Toulouse, Grégory Jalade témoigne : « Après l'attentat de Trèbes, deux surveillants de la maison d'arrêt de Toulouse-Seysses, de la même famille et soupçonnés d'être radicalisés, ont été transférés vers d'autres établissements. On n'a jamais eu les détails, l'administration a refusé de nous les communiquer. Ce que l'on sait, c'est que l'un d'eux doit arriver très prochainement au centre de semi-liberté de Toulouse et que les collègues de cet établissement refusent de travailler avec lui. » Cruelle ironie : au cours de leur formation à l'Enap, les élèves surveillants suivent un module censé leur apprendre à évaluer le niveau de radicalisation... des détenus dont ils assurent la garde ■

\* Auteur avec Dounia Bouzar de « Je rêvais d'un autre monde. L'adolescence sous l'emprise de Daesh » (Livre de poche).



## Ils prêchent à la mosquée fréquentée par le tueur

**Influence.** Mickaël Harpon se rendait matin et soir à la mosquée de la Fauconnière, à Gonesse. Profil des imams qui y officient.

PAR ZINEB EL RHAZOUÏ\*



C'est là que le terroriste islamiste Mickaël Harpon, qui a poignardé à mort quatre policiers à la préfecture de Paris, se rendait depuis cinq ans, matin et soir, selon un communiqué de la mosquée de la Fauconnière, à Gonesse (Val-d'Oise), sans que cela inquiète les services du renseignement où il travaillait. Pourtant, il suffit de regarder de plus près pour retrouver, parmi les prédicateurs vedettes de la mosquée de la Fauconnière, les deux principales obédiences de l'islamisme : les Frères musulmans et le salafisme.

**Hassan el-Houari**

L'imam de la mosquée de Gonesse est d'origine marocaine, ancien imam de Gousainville, professeur de théologie à l'Institut européen des sciences humaines (IESH), à Saint-Denis, où il est actuellement doctorant en collaboration avec l'université Zitouna, en Tunisie. L'IESH de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), centre de formation des imams affilié à l'Union des organisations islamistes de France (UOIF), avait prêté ses locaux le 25 mai à un « dîner de gala », dont l'objectif était de financer une école théologique à Nouakchott, fermée par les autorités mauritaniennes pour liens avec le terrorisme. Hassan el-Houari est également président de la Commission financière du conseil théologique musulman de France, instance théologique de l'UOIF. Dans sa mosquée de Gonesse, il diffuse la pensée d'Ibn Taymiyya, référence idéologique du djihadisme.

ELODIE GREGOIRE POUR « LE POINT » - XAVIER FRERE/MAXPPP





**Prédicateur.** L'imam Hassan el-Houari devant la mosquée de Gonesse, le 4 octobre.

### Ahmed Hilali

C'est un autre imam, actif à la mosquée de la Fauconnière jusqu'en 2017, ancien imam de la mosquée Salam de Montmagny et de la mosquée Foi et unicité de Sarcelles. Il a quitté Gonesse en avril 2018 pour la mosquée El-Irshad de Garges-lès-Gonesse. Ahmed Hilali, affilié à la mouvance salafiste, fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français, qui n'a jamais été exécutée, car il est père d'un enfant de nationalité française.

### Youssef Baouendi

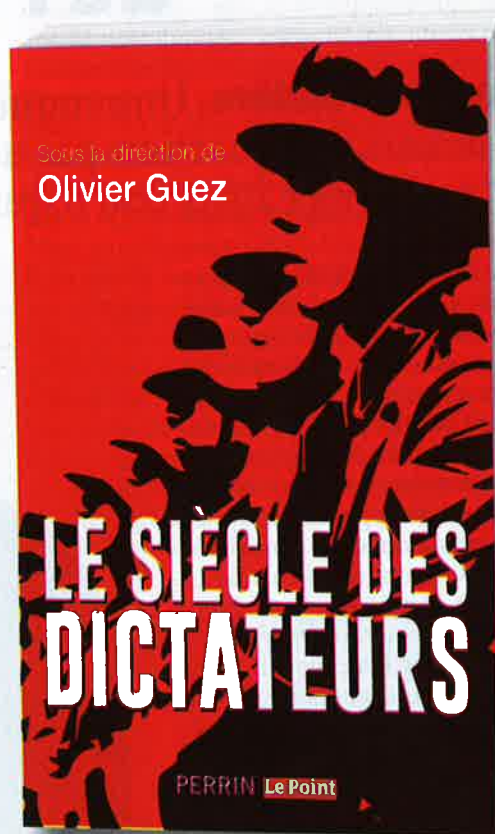
Alias « Abou Khoteyeb », c'est un autre intervenant occasionnel de la mosquée de Gonesse. Né en 1952 à Tazarka (Tunisie), de nationalité tunisienne, il est le responsable du bureau de l'organisation de la Ligue islamique mondiale (LIM), alors basé à Mantes-la-Jolie (Yvelines). La LIM, organe diplomatique saoudien de premier plan, principal promoteur du wahhabisme dans le monde depuis sa création en 1962, a tenu une conférence au palais Brongniart le 17 septembre, à Paris, à l'invitation de Ghaleb Bencheikh, président de la Fondation de l'islam de France.

En 2007, Youssef Baouendi était également imam occasionnel à la mosquée Union des musulmans de Trappes. Il est par ailleurs cofondateur de l'association A Votre Service, organisme de gestion du marché halal proche de l'UOIF.

Sa fille, Ahlam Baouendi, née en 1990, épouse de Boutiba, a été verbalisée au moins trois fois en 2011, 2015 et 2017 à Trappes pour port du niqab. Elle enseigne aujourd'hui le Coran dans une association de « soutien scolaire » ■

\* Journaliste et essayiste, ancienne de « Charlie Hebdo ».

# UN SIÈCLE, QUATRE CONTINENTS, VINGT-SIX DICTATEURS.



« Un ouvrage saisissant. »

*Lire*

« Passionnant. »

*France Inter*

« À méditer. »

*Libération*

« La tyrannie incarnée. »

*Le Monde*

« Un retour glaçant sur les visages  
les plus sombres du xx<sup>e</sup> siècle. »

*Les Échos*

PERRIN **Le Point**